



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Mission régionale d'autorité environnementale
NORMANDIE

**Inspection générale de l'environnement
et du développement durable**

Avis délibéré
Modification simplifiée du schéma de cohérence territoriale
(SCoT) de Caen-Métropole (14)

N° MRAe 2025-5887

PRÉAMBULE

La MRAe de Normandie, mission régionale d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD), s'est réunie le 29 juillet 2025 par téléconférence. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis sur la modification simplifiée du schéma de cohérence territoriale (SCoT) de Caen-Métropole (14).

Étaient présents et ont délibéré collégalement : Laurent BOUVIER, Noël JOUTEUR, Olivier MAQUAIRE et Louis MOREAU DE SAINT MARTIN.

En application du préambule du règlement intérieur de la MRAe de Normandie adopté collégalement le 27 avril 2023¹, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis.

* *

La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) de Normandie a été saisie par le pôle métropolitain Caen Normandie Métropole pour avis de la MRAe, l'ensemble des pièces constitutives du dossier ayant été reçu le 5 mai 2025.

Cette saisine étant conforme aux dispositions de l'article R. 104-21 du code de l'urbanisme relatif à l'autorité environnementale prévue à l'article L. 104-6 du même code, il en a été accusé réception.

Conformément aux dispositions de l'article R. 104-24 du même code, la Dreal a consulté le 7 mai 2025 l'agence régionale de santé de Normandie et le préfet du département du Calvados.

Sur la base des travaux préparatoires de la Dreal et après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit, dans lequel les recommandations sont portées en italique gras pour en faciliter la lecture.

Pour chaque plan et document soumis à évaluation environnementale, une autorité environnementale désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition de la personne responsable et du public.

Cet avis porte sur la qualité du rapport de présentation restituant l'évaluation environnementale et sur la prise en compte de l'environnement et de la santé humaine par le plan ou document. Il vise à permettre d'améliorer sa conception, ainsi que l'information du public et sa participation à l'élaboration des décisions qui s'y rapportent. L'avis n'est ni favorable, ni défavorable et ne porte pas sur son opportunité.

Le présent avis est publié sur le site internet des MRAe (rubrique MRAe Normandie). Cet avis est un avis simple qui est joint au dossier de consultation du public.

¹ Consultable sur internet :

<https://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/notice?id=Bulletinofficiel-0032990&reqId=be9d7cb4-3077-4e98-a1d7-ba6f63fd2852&pos=6>

AVIS

1 La démarche d'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale des projets de documents d'urbanisme est une démarche d'aide à la décision qui permet de décrire et d'apprécier de manière appropriée et proportionnée les incidences du document d'urbanisme sur l'environnement et la santé humaine. Elle est conduite au stade de la planification, en amont des projets opérationnels, et vise à repérer de façon préventive les impacts potentiels des orientations et des règles du document d'urbanisme sur l'environnement et la santé humaine, à un stade où les infléchissements sont plus aisés à mettre en œuvre. Elle doit contribuer à une bonne prise en compte et à une vision partagée des enjeux environnementaux et permettre de rendre plus lisibles pour le public les choix réalisés au regard de leurs éventuels impacts sur l'environnement et la santé humaine.

L'évaluation environnementale présente un intérêt majeur au stade d'élaboration des documents d'urbanisme. La démarche s'applique également, de manière proportionnée, à leurs évolutions.

2 Contexte réglementaire de l'avis

Le 15 octobre 2024, le pôle métropolitain Caen Normandie Métropole a engagé la procédure de modification simplifiée du schéma de cohérence territoriale (SCoT) de Caen-Métropole, approuvé le 18 octobre 2019².

L'évolution d'un document d'urbanisme est soumise soit à un examen au cas par cas soit à évaluation environnementale systématique. La modification simplifiée du SCoT de Caen-Métropole est soumise à examen au titre du cas par cas. Cependant, le comité syndical de Caen Normandie Métropole a opté pour une évaluation environnementale volontaire, qui a donné lieu à une actualisation de celle menée lors de l'élaboration du SCoT.

Le projet de modification simplifiée du SCoT de Caen-Métropole a été transmis pour avis à l'autorité environnementale, qui en a accusé réception le 5 mai 2025.

3 Présentation du projet de modification simplifiée du SCoT

La modification simplifiée du SCoT vise à y intégrer les dispositions du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (Sraddet)³ de Normandie, dans sa version issue de la modification approuvée par arrêté préfectoral du 28 mai 2024, qui précise l'objectif de « zéro artificialisation nette » (Zan) à atteindre en 2050 et sa trajectoire.

Les modifications consistent à changer les objectifs de réduction de consommation d'espace fixés dans le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) et dans le document d'orientations et d'objectifs (DOO). Les enveloppes foncières maximales attribuées à chacune des six intercommunalités

2 L'autorité environnementale a émis un avis sur le projet de SCoT révisé en date du 6 juin 2019 : https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/a_3027_2019_scot_caen_metropole_delibere.pdf.

3 Prévue par la loi NOTRe (loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République du 7 août 2015), le Sraddet a été adopté par la Région Normandie en 2019 et approuvé par le préfet de la région Normandie le 2 juillet 2020. Il a fait l'objet d'une modification adoptée par la Région le 25 mars 2024 et approuvée par le préfet de la région Normandie le 28 mai 2024. Le Sraddet fusionne plusieurs documents sectoriels ou schémas existants : schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT), plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), schéma régional de l'intermodalité (SRI), schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et schéma régional climat-air-énergie (SRCAE).

composant le pôle métropolitain Caen Normandie Métropole⁴ sont ainsi réduites par rapport au SCOT en vigueur.

L'état initial de l'environnement et l'évaluation environnementale font également l'objet d'une mise à jour et de compléments.

4 Avis sur le projet de modification simplifiée du SCoT

Qualité du dossier et de la démarche d'évaluation environnementale

Le dossier transmis comporte un rapport de présentation (RP) du projet de modification simplifiée qui explicite les évolutions envisagées du document d'urbanisme en vigueur, le PADD et le DOO modifiés, l'état initial de l'environnement et l'évaluation environnementale (EE) mis à jour. Le bilan de la concertation est également fourni.

Les documents présentés sont de bonne qualité rédactionnelle et correctement illustrés. Les évolutions apportées au SCoT en vigueur sont clairement expliquées dans le rapport.

Concernant l'état initial de l'environnement, la mise à jour est riche par rapport à la version du SCoT en vigueur (désormais 565 pages au lieu de 365). Comme l'indique le dossier (p. 43 du RP), cette mise à jour « *dépasse les seules thématiques directement liées au foncier, objet de la présente modification simplifiée* », et s'inscrit dans la perspective de la future révision du SCoT. De ce fait, l'autorité environnementale sera amenée à donner son avis sur ce document le moment venu. Dans le présent dossier, l'état initial apparaît de bonne qualité et aborde correctement les différentes composantes attendues. Le changement climatique est traité avec précision, le rapport faisant référence aux travaux du groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec)⁵, déclinés au niveau régional par le Giec normand⁶. Il conviendra, dans la prochaine révision du SCoT, de s'appuyer sur les données les plus récentes disponibles de ces réseaux d'experts. En effet, certaines données disponibles sont plus récentes que celles utilisées dans le cadre de la présente actualisation ; ainsi la carte de la page 465, qui date de 2018, est désormais disponible en version 2022 sur le site internet de la Dreal⁷ depuis la récente actualisation du profil environnemental normand.

Sur le plan formel, les parties 2.2.2 et 2.2.4 mériteraient d'être fusionnées puisqu'elles traitent toutes les deux du réseau Natura 2000.

L'évaluation environnementale a également été mise à jour. Selon le maître d'ouvrage du SCoT, la réduction accrue de la consommation d'espace concerne la plupart des enjeux environnementaux, avec une incidence positive ou neutre. Cette mise à jour n'appelle pas d'observation particulière par rapport à l'objet de la modification simplifiée. En revanche à l'occasion de la prochaine révision du SCoT, il conviendra d'apporter des précisions sur les impacts des orientations du DOO ; ainsi, par exemple, l'autorité environnementale note qu'un assouplissement de la protection des Znieff de type I (autorisation de certaines extensions et constructions de bâtiments agricoles) a été acté dans la version approuvée du SCoT, comparativement à la version arrêtée sur laquelle l'autorité environnementale avait émis son avis, alors que l'évaluation environnementale indique que les Znieff sont protégées de toute urbanisation (p. 51 de l'EE). Ce choix aurait mérité d'être évalué lors de l'approbation du SCoT en 2019.

4 Caen la mer, Cingal – Suisse Normande, Coeur de Nacre, Pays de Falaise, Val ès dunes, Vallées de l'Orne et de l'Odon.

5 Le Giec est un organisme intergouvernemental ouvert à tous les pays membres de l'organisation des nations unies (ONU). Ce groupe a été créé en 1988 à la suite d'une initiative politique de nature internationale. Il a pour mission d'évaluer, sans parti pris et de façon méthodique, claire et objective, les informations d'ordre scientifique, technique et socio-économique qui sont nécessaires pour mieux comprendre les risques liés au réchauffement climatique d'origine humaine, cerner plus précisément les conséquences possibles de ce changement et envisager d'éventuelles stratégies d'adaptation et d'atténuation.

6 <https://www.normandie.fr/giec-normand>

7 <https://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr/le-changement-climatique-en-normandie-prospective-a4975.html>

Analyse du projet de modification simplifiée du SCoT et de la manière dont il prend en compte l'environnement

L'autorité environnementale rappelle les enjeux liés à la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) et à l'artificialisation des sols. En plus de réduire la surface des terres consacrées à la production alimentaire, elles affaiblissent le bon fonctionnement des sols, affectent notamment, par voie de conséquence, leur fertilité, la biodiversité, le cycle et la qualité de l'eau, le cycle du carbone en réduisant notamment sa capacité de stockage et donc contribuent au réchauffement climatique.

En effet, les sols stockent, sous forme de matières organiques, deux à trois fois plus de carbone que l'atmosphère. En France, 3 à 4 milliards de tonnes de carbone sont stockés dans les 30 premiers centimètres de sols, soit environ trois fois plus de carbone que dans les forêts. À l'échelle mondiale, cette fonction de puits de carbone est du même ordre de grandeur que celle des océans (sur la période 2014-2023, ces derniers ont stocké environ 2,9 milliards de tonnes de carbone par an, soit environ 25 % des émissions annuelles d'origine anthropique⁸). Limiter l'artificialisation des sols est ainsi une démarche visant à lutter activement contre le réchauffement climatique⁹.

La Normandie est particulièrement concernée par le phénomène avec environ 18 000 ha d'Enaf consommés entre 2011 et 2021. Cette surface représente l'équivalent de trois fois la surface de la commune du Havre et correspond à l'artificialisation d'environ un hectare toutes les six heures. De plus, l'analyse territoriale croisée de l'artificialisation des sols, d'une part, et de l'évolution de la population ou du nombre d'emplois, d'autre part, montre une forte décorrélation entre ces phénomènes. L'artificialisation n'est pas systématiquement un facteur d'attractivité des ménages ou des emplois et peut entraîner un transfert de ceux-ci entre les différents territoires normands, générant notamment une augmentation de la vacance des logements¹⁰.

Pour lutter contre l'artificialisation des sols, la loi climat et résilience du 22 août 2021, dont les dispositions ont été modifiées et complétées par la loi du 13 juillet 2023, fixe un objectif de « zéro artificialisation nette » (Zan) à atteindre en 2050. Cet engagement dessine une trajectoire de réduction de l'artificialisation progressive. En effet, les territoires concernés devront tout d'abord réduire de 50 % le rythme de consommation des Enaf d'ici 2031 par rapport à la consommation mesurée entre 2011 et 2021. La dernière modification du Srdet de Normandie, approuvée par un arrêté préfectoral du 28 mai 2024, a décliné cet objectif à l'échelle de chaque territoire intercommunal et l'a fixé, pour ce qui concerne le territoire couvert par le SCoT de Caen-Métropole, à -45,8 %.

Le pôle métropolitain a par conséquent réajusté les enveloppes maximales de consommation d'espace pour les périodes 2021-2030 et 2031-2040. Selon ses calculs, la consommation passée a été de 1 431,2 ha sur la décennie 2011-2020, période qui sert de référence. En tenant compte de l'objectif de -45,8 % ainsi que des -15 % au titre des enveloppes mutualisées, la consommation d'espace maximale pour la période 2021-2030 est fixée à 659 ha (p. 26 du RP). Pour la période suivante (2031-2040), le pôle métropolitain a fait le choix de s'appuyer sur la consommation 2011-2020 à laquelle elle applique une réduction de 75 % ; ainsi la consommation d'espace fixée pour la période 2031-2040 est de 358 ha (p. 27 du RP). L'autorité environnementale observe qu'une autre méthode, utilisée par d'autres intercommunalités, consiste à appliquer à nouveau une baisse de 50 % sur la période immédiatement précédente (2021-2030) ; avec cette méthode, le SCoT aurait pu ainsi afficher une baisse de consommation plus ambitieuse avec 329,5 ha (soit 659 divisé par 2).

Le SCoT de Caen-Métropole décline ensuite plus précisément l'objectif de réduction de consommation d'espace à l'échelle des différentes intercommunalités de son territoire. Le DOO est ainsi réajusté concernant les enveloppes maximales pour l'habitat, le développement économique et les équipements/infrastructures (p. 39 du RP et p. 36 du DOO). A l'échelle du SCoT, la réduction de

8 <https://essd.copernicus.org/articles/15/5301/2023/essd-15-5301-2023.pdf>

9 https://doc.cerema.fr/Default/doc/SYRACUSE/593630/sols-et-adaptation-au-changement-climatique-de-la-comprehension-des-mecanisme-aux-pistes-d-actions-e?_lg=fr-FR

10 https://www.normandie-artificialisation.fr/IMG/pdf/20231006_fiche4_lutte-artificialisation.pdf

consommation d'espace s'opère surtout sur l'habitat, dont l'enveloppe passe de 1 400 à 619 ha pour l'ensemble de la période 2021-2040 (p. 30 du RP). A l'inverse, l'enveloppe pour les activités économiques est augmentée de 20 ha sur la période 2021-2030, ce choix étant argumenté (p. 31 du RP).

Ainsi, globalement, la présente modification simplifiée du SCoT, dont le seul objet est d'intégrer le Sradet pour mieux réduire la consommation d'Enaf, a une incidence positive sur l'environnement. Elle n'appelle pas de recommandations particulières de la part de l'autorité environnementale.